

Climat : la fin de la neutralité de la finance

<http://ideas4development.org/climat-la-fin-de-la-neutralite-de-la-finance/>

À la Conférence de Copenhague de 2009, la mobilisation de 100 milliards de dollars par an par les pays développés vers les pays en développement pour le climat à compter de 2020 avait été promise. Au-delà de l'ingénierie financière nécessaire pour tenir cet engagement, l'agenda des solutions de la finance privée consiste à transformer l'ensemble du système financier, au Nord comme au Sud, pour le rendre compatible avec l'objectif 2°. C'est le sens du sous-titre du Climate Finance Day, organisé le 22 mai à l'initiative de la Caisse des Dépôts et de la Banque Européenne d'investissement : « How to shift the trillions ? ».

Une nouvelle pensée financière

Très critiquée pour l'accord international *a minima* auquel elle a abouti, la Conférence de Copenhague (COP15) a pourtant marqué un tournant fondateur : la reconnaissance par tous les États qu'il est impératif de limiter la hausse de la température planétaire à 2°C d'ici à 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle. Cet objectif est à l'origine d'une nouvelle pensée financière qui intègre le risque climatique.

Viser cet objectif de 2°C implique de plafonner les émissions de carbone, ne serait-ce qu'en raison des réglementations climatiques qui se mettent en place à travers le monde. Les entreprises des secteurs fortement émetteurs de carbone, tels que celui des [énergies fossiles](#), sont donc menacées à plus ou moins long terme d'être dans une impasse stratégique et de voir leur valeur chuter. Le cours de l'action d'une entreprise reflète la rentabilité attendue de cette entreprise. Or, le plafonnement des émissions condamne une grande partie des réserves d'énergies fossiles à ne pas être consommées. Dans ces conditions, le cours des entreprises du secteur, aujourd'hui fondé sur les réserves dont elles disposent, est voué à diminuer, sauf si ces entreprises modifient leur modèle économique. [\[1\]](#)

Climat et carbone : de nouveaux risques financiers

Les premiers acteurs financiers à avoir pris la mesure du risque climatique sont les investisseurs de long terme. Les fonds de pension en particulier, qui doivent garantir les droits à la retraite de leurs affiliés les plus jeunes à un horizon de 70 ans, redéfinissent leurs stratégies de portefeuilles pour les rendre compatibles avec l'objectif de 2°.

Le Fonds souverain norvégien, par exemple, le plus gros investisseur institutionnel du monde, s'interroge actuellement sur l'opportunité de vendre les actions des producteurs de charbon et de pétrole qu'il détient. Des coalitions d'investisseurs telles que la Portfolio Decarbonization Coalition ou le Montreal Pledge, engagent les détenteurs d'actifs à mesurer l'empreinte carbone de leur portefeuille, pour finalement la réduire. Comment ? Certains choisissent de peser sur la stratégie des entreprises en mobilisant leur pouvoir d'actionnaire. D'autres préfèrent indexer la composition de leurs portefeuilles sur des indices boursiers bas carbone. D'autres encore « verdissent » leurs portefeuilles par l'achat d'actifs qui financent directement la transition (énergies renouvelables, efficacité énergétique, transport, ville et agriculture durables...). Le boom récent des émissions de *green bonds*, ou obligations climatiques, témoigne du fort appétit des investisseurs pour de tels actifs « verts ».

Faciliter le financement de projets « bas carbone »

Force est pourtant de reconnaître que **nombre de projets de l'économie verte peinent encore à [trouver leurs financements](#).** En accordant des crédits ou en arrangeant des émissions obligataires, les banques ont un rôle clé à jouer pour orienter réellement l'économie vers un modèle moins émetteur de carbone et plus résilient. Mais pour financer plus massivement l'économie verte, elles doivent opérer un changement assez profond et rapide.

En effet, les risques et les coûts de ce secteur sont perçus par les banques comme plus élevés que ceux de l'économie traditionnelle, notamment dans les pays en développement. Plus que dans d'autres secteurs, l'action publique reste donc nécessaire pour drainer les financements privés vers les projets.

Les banques multilatérales, les banques nationales de développement et plus généralement les banques publiques mettent en place les outils à même de sécuriser les financements privés par des systèmes de garantie et de répartition des risques. Elles font également un important travail d'harmonisation et de mesure de leur action, gage de confiance dans les engagements pris par les États des pays développés de transfert de financement de 100 Md\$ par an vers les pays en développement : « l'enveloppe » n'aura en effet de sens qu'en fonction du consensus sur son contenu. C'est à quoi se sont attelées les 22 banques du club international IDFC (International Development Finance Club) lors du Forum Finance climat du 31 mars 2015 à Paris : y a été établie une norme permettant de définir et mesurer les financements favorables au climat et de renforcer la dynamique de verdissement du système financier mondial.

Dans les pays émergents et en développement, des réformes de [décentralisation](#) financière doivent sans doute être réalisées pour que les collectivités territoriales puissent emprunter directement, sans la médiation des États, afin de financer leurs projets de développement vert.

Par ailleurs, alors que les pouvoirs publics sont incités à [supprimer les subventions aux énergies fossiles](#), certaines banques, en général sous la pression vigilante des ONG, renoncent à financer les projets les moins respectueux du climat et plus généralement de l'environnement et des populations locales. On ne peut que saluer celles qui décident d'être transparentes sur leur politique de financement et de réduire drastiquement leur exposition aux secteurs fortement émetteurs.

Enfin, les agences de rating qui intègrent de manière croissante le risque climatique dans leurs analyses de solvabilité des emprunteurs devraient jouer un rôle de puissant accélérateur d'un verdissement global des dettes.

Accroître la résilience des économies

Pour le secteur financier, l'enjeu climatique n'est pas uniquement celui du financement de la réduction des émissions de carbone et du développement vert. Il s'agit aussi de **financer l'adaptation au changement climatique et de couvrir les risques nouveaux qu'il entraîne**. [La fréquence accrue des événements climatiques extrêmes](#) prouve que le changement climatique est déjà à l'œuvre. Pour le prendre en compte, le secteur de l'assurance met en place de nouveaux outils de prévision, d'indemnisation, voire de prévention. Ces techniques nouvelles nécessitent souvent une **coopération entre acteurs publics, assureurs et réassureurs à des échelles régionales**. Grâce à ces coopérations, les enjeux de couverture de risques et d'adaptation au changement climatique sont mieux appréhendés pour parvenir à une plus grande résilience de nos sociétés.

La finance ne peut plus se considérer comme neutre à l'égard du climat. Au Nord comme au Sud, des politiques publiques bien pensées doivent faciliter son engagement et l'inciter à agir. À cet égard, **l'instauration de prix du carbone, sous forme de taxes ou de systèmes d'échanges de quotas d'émission, reste la mesure reine pour orienter l'ensemble de l'économie**. Mais elle ne dispense pas le secteur financier de sa responsabilité propre. Par ailleurs, **des politiques et régulations spécifiquement financières peuvent favoriser l'évolution des marchés de capitaux vers un système globalement soutenable**.

Le Climate Finance Day a permis aux meilleurs experts mondiaux de traiter en profondeur de ces sujets. A l'issue de cette journée, toutes les conditions d'une mobilisation de la finance privée sont réunies pour mettre en œuvre les outils disponibles et pour qu'elle s'engage volontairement et en toute transparence en faveur du climat. Cette mobilisation sera essentielle [vers la COP21](#) et au-delà.

[\[1\]](#) Ce raisonnement résume schématiquement les travaux du think tank Carbon Tracker. Il est à l'origine de politiques pionnières d'acteurs financiers en faveur du climat.